





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AIX
EN PROVENCE N° DL.2021-438**

Séance publique du

12 février 2021

**Présidence de Gérard BRAMOULLÉ
Adjoint au Maire**

Accusé de réception en préfecture
Identifiant : 013-211300017-20210212- lmc1191398-DE-1-1
Date de signature : 19/02/2021
Date de réception : vendredi 19 février 2021
 POUR CERTIFICATION DU CARACTÈRE EXÉCUTOIRE: - ACTE SIGNÉ ✓ - COMPTE RENDU AFFICHÉ ✓ - ACTE TRANSMIS POUR EXERCICE DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ ✓ 

**OBJET : COMPTABILITÉ COMMUNALE - CRÉATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
POUR L'OPÉRATION ' PLACE D'ALBERTAS '**

Le 12 février 2021 à 14h00, le Conseil Municipal de la Commune d'Aix-en-Provence s'est réuni en session Ordinaire dans l'Amphithéâtre De La Verrière, 10 Rue des allumettes, 13 100 Aix-en-Provence, sur la convocation qui lui a été adressée par Mme Maryse JOISSAINS-MASINI, Maire, le 05/02/21, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents :

Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGÉY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Moussa BENKACI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Monsieur Jacques BOUDON, Monsieur Gérard BRAMOULLÉ, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Monsieur Marc FERAUD, Madame Stéphanie FERNANDEZ, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOU, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Gaëlle LENFANT, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Stéphane PAOLI, Monsieur Alain PARRA, Monsieur Marc PENA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Pierre SPANO, Monsieur Jules SUSINI, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales:

Madame Laurence ANGELETTI à Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Madame Odile BONTHOUX à Madame Joëlle CANUET, Madame Brigitte DEVESA à Madame Françoise COURANJOU, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI à Madame Dominique AUGÉY, Monsieur Sylvain DIJON à Madame Kayané BIANCO, Madame Maryse JOISSAINS MASINI à Madame Sophie JOISSAINS, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Rémi CAPEAU, Madame Françoise TERME à Madame Fabienne VINCENTI.

Excusés sans pouvoir :

NEANT

Secrétaire : Madame Kayané BIANCO

Monsieur Gérard BRAMOULLÉ donne lecture du rapport ci-joint.



D.G.A.S FINANCE, NUMERIQUE ET
GESTION
Direction Finance et Budget

RAPPORT POUR
LE CONSEIL MUNICIPAL
DU 12 FÉVRIER 2021

Nomenclature : 7.1
Decisions budgetaires

RAPPORTEUR : Monsieur Gérard BRAMOULLÉ

Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS

OBJET : COMPTABILITÉ COMMUNALE - CRÉATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME POUR L'OPÉRATION « PLACE D'ALBERTAS » - Décision du Conseil

Mes chers Collègues,

L'article L2311-3 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP).

Pour rappel, les procédures d'AP / CP (*autorisations de programme / crédits de paiement*) sont une dérogation au principe d'annualité budgétaire permettant à la fois une approche pluriannuelle des opérations d'investissement, une amélioration de la visibilité des engagements financiers pluriannuels de la collectivité, et une limitation du recours aux inscriptions en *restes à réaliser*.

L'AP constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées, sous la forme d'engagements pluriannuels d'AP, pour le financement d'un programme d'investissement. Toute AP votée et non engagée dans un délai de 2 ans suite à son vote peut-être déclarée caduque et faire l'objet d'une annulation. L'AP peut-être révisée chaque année.

Les *crédits de paiement* (CP) désignent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant un exercice comptable, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre d'une *autorisation de programme*. L'équilibre budgétaire s'apprécie en tenant compte des seuls CP.

Chaque *autorisation de programme* comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des *crédits de paiement*, dont la somme doit être égale au montant de l'*autorisation de programme*.

Les AP sont approuvées par le Conseil Municipal, par délibérations distinctes, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. La délibération initiale fixe l'enveloppe globale du programme ainsi que l'échéancier prévisionnels des crédits de paiement. Dès cette délibération, l'exécution des dépenses est autorisée que ce soit au titre des engagements (AP) que du mandatement (CP) dès lors que les CP de l'année ont été également adoptés. De plus, en début d'exercice budgétaire, les dépenses d'investissement rattachées à une *autorisation de programme* peuvent être liquidées et mandatées jusqu'au vote du budget, dans la limite du CP prévu au titre de l'exercice. En fin d'exercice, les *crédits de paiement* non utilisés doivent être repris l'année suivante par la délibération du Conseil Municipal de présentation du bilan annuel d'exécution des AP/CP. Enfin, toutes les autres modifications (révision, annulation, clôture) doivent faire l'objet d'une délibération.

On notera également que le suivi des AP/CP est retracé dans une annexe de chaque étape du cycle budgétaire (*budget primitif, décisions modificatives, compte administratif*).

Description de l'opération : Place d'Albertas restauration des sols et de la fontaine

La place d'Albertas a été créée au XVIII^e siècle à l'initiative du marquis d'Albertas, qui souhaitait offrir à son hôtel particulier un vis-à-vis conçu comme un décor architectural, selon la mode parisienne des places royales.

Une fontaine est installée au XIX^e siècle au centre de la place. La vasque en pierre originelle, très dégradée, a été descellée et transportée à l'École Nationale des Arts et Métiers (ENSAM) d'Aix-en-Provence pour y être moulée. C'est en 1912 que des élèves de l'École et leur

professeur coulent la nouvelle vasque en fonte, à laquelle ils ajoutent une margelle métallique dentelée.

La place a été classée Monument Historique par arrêté du 21 juillet 2000, pour ce qui concerne les façades et toitures ainsi que le sol avec la fontaine.

Monsieur François BOTTON, Architecte en Chef des Monuments Historiques, a été missionné pour assurer la maîtrise d'œuvre du projet de requalification de la place d'Albertas. Il s'agit d'une mission complète, du diagnostic à la direction de l'exécution des travaux. Une demande d'autorisation de travaux sur monuments historiques sera soumise à l'approbation de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), préalablement au lancement des marchés publics relatifs à cette opération.

Le projet consiste notamment à restituer l'unité architecturale entre la place et l'Hôtel d'Albertas et à rétablir une continuité visuelle entre la calade et la chaussée. Il est prévu, pour ce faire, d'atténuer les différences de niveaux et de recourir à l'utilisation de matériaux harmonisés à ceux existants.

La calade sera restaurée, de manière à faciliter le cheminement des personnes à mobilité réduite, par la mise en œuvre des galets.

La fontaine doit être déposée en vue de sa restauration par une entreprise qualifiée. Les parties manquantes métalliques seront réalisées par l'ENSAM. La fontaine sera équipée d'un nouveau système hydraulique en circuit fermé, pour répondre aux objectifs actuels de la Ville, dans les domaines environnemental et économique.

Dans ce cadre, il vous est proposé de mettre en place une Autorisation de Programme de 785 066 € permettant à la collectivité d'engager les marchés nécessaires.

L'échéancier prévisionnel d'exécution de cette Autorisation de Programme est le suivant :

<i>Montant AP</i>	<i>CP 2021</i>	<i>CP 2022</i>
785 066 €	415 891 €	369 175 €

En conséquence, je vous propose, Mes Chers Collègues, de :

- **DÉCIDER** la création de l'autorisation de programme n° P10-2021-1 « Place d'Albertas » pour un montant de 785 066 € ;

- **DIRE** que cette Autorisation de Programme doit être engagée avant le 31 décembre 2022 ;
- **DIRE** que l'échéancier prévisionnel de mandatement (crédits de paiement) de cette AP est le suivant :

<i>Montant AP</i>	<i>CP 2021</i>	<i>CP 2022</i>
785 066 €	415 891 €	369 175 €

- **DIRE** que les dotations relatives au *crédit de paiement* de l'exercice 2021 sont à inscrire au Budget Primitif 2021,

DL.2021-438 - COMPTABILITÉ COMMUNALE - CRÉATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME POUR L'OPÉRATION ' PLACE D'ALBERTAS ' -

Présents et représentés	: 55
Présents	: 47
Abstentions	: 0
Non participation	: 0
Suffrages Exprimés	: 55
Pour	: 55
Contre	: 0

Ont voté contre

NEANT

Se sont abstenus

NEANT

N'ont pas pris part au vote

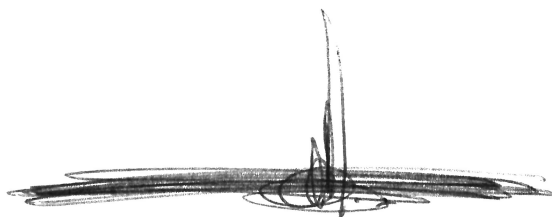
NEANT

Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité
le rapport qui précède.

Ont signé Gérard BRAMOULLÉ, Adjoint au Maire

Président de séance et les membres du conseil présents :

L'adjoint ou le conseiller municipal délégué,
Madame Amandine JANER

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Amandine Janer', written over a horizontal line. The signature is somewhat stylized and includes a vertical stroke that extends upwards.

1 « Toute décision individuelle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Dans ce délai, il peut être présenté un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux ...»